

ENSEMBLE CONTINUONS POUR UNE TRANSFORMATION SOCIALE !

Nous avons été choqué-e-s par les assassinats dans les locaux de Charlie Hebdo, dans la rue et lors de la prise d'otages meurtrière dans une supérette casher. Nous tenons à apporter notre solidarité aux victimes et à leurs proches. Nous condamnons sans réserve ces actes horribles.

La liberté d'expression est une liberté publique fondamentale. En s'y attaquant avec cette violence meurtrière, cet attentat relève du fascisme. L'attaque de l'Hyper Casher y ajoute l'antisémitisme.

Les rassemblements qui se sont organisés partout en France témoignent de la très forte émotion que cette atrocité a suscitée, d'une grande aspiration à la solidarité et à la résistance.

La solidarité avec les victimes doit s'accompagner du combat contre tous les fascismes, religieux ou nationalistes, contre tous les racismes.

C'est pourquoi, nous dénonçons toute tentative d'amalgame, toute instrumentalisation, d'ores et déjà engagées.

L'extrême droite et la droite plus ou moins extrême tentent de surfer sur l'émotion pour en appeler qui à la « guerre totale », qui au rétablissement de la peine de mort.

Dans un contexte où les racismes ont déjà le vent en poupe, que les personnes cataloguées arabes, musulmanes ou juives subissent tout particulièrement, nous devons nous opposer à toute stigmatisation qui pourrait résulter d'une volonté politique d'assimiler à ces actes atroces des personnes sous prétexte de leur culture ou de leur religion, réelles ou supposées. Dès le lendemain du massacre, plusieurs attaques ont eu lieu contre des lieux de culte musulmans, avec grenades et armes à feu. Nous condamnons fermement ces attentats, qui visent à créer eux aussi un climat de terreur et à activer une guerre raciste.



Les libertés publiques, la liberté d'expression, de manifestation, de grève, le droit aux communications privées, ne doivent pas être sacrifiés sur l'autel de la lutte contre le terrorisme, comme cela semble se profiler. Nous nous opposerons à tous les projets liberticides qui amplifieraient le « muselage » du mouvement social et la surveillance généralisée de la population.

Le gouvernement instrumentalise déjà l'attentat contre Charlie Hebdo pour en appeler à « l'unité nationale ». Même Marine Le Pen est invitée à l'Élysée pour discuter de la situation !

Si l'émotion suscite une légitime aspiration au rassemblement, ces appels à « l'unité nationale » ou au « front républicain » sont une impasse pour le mouvement social et démocratique. Ils visent à faire taire la conflictualité

sociale et à unir la population derrière les dirigeant-e-s qui mènent des politiques intérieures antisociales et des politiques extérieures guerrières. Ces choix politiques portent une lourde responsabilité dans le climat actuel.

Ce n'est pas en le taisant que nous ferons régresser les fanatismes et les fascismes qui se nourrissent avant tout de la désespérance sociale et de la crise économique.

C'est pourquoi la politique d'austérité du gouvernement Valls comme le projet de loi Macron, véritables instruments de guerre contre le monde du travail, doivent être fermement combattus par toutes et tous et dans l'unité la plus large.